
ÉDITORIAL



Marianne Laigneau (1984 L)
*Présidente de l'a-Ulm, Association des anciens élèves,
élèves et amis de l'École normale supérieure*

Ce numéro 18 de *L'Archicube*, consacré à la gratuité, me donne le plaisir de signer mon premier éditorial comme nouvelle présidente de l'Association, à la suite de mon prédécesseur, Jean-Claude Lehmann ; sa thématique, choisie de longue date, résonne tout particulièrement dans le contexte de ces derniers mois.

Tout d'abord, s'engager dans une association à titre bénévole, en devenir membre, y payer une cotisation, voire y prendre des responsabilités, suppose d'avoir répondu personnellement à la question « Pourquoi ? », à un moment où un rapide tour d'horizon partagé avec mes homologues d'associations d'autres grandes écoles m'a permis de constater que le nombre d'adhérents des associations « d'anciens » est en baisse constante depuis cinq à dix ans. Certains camarades que je tente de persuader de rejoindre notre association m'opposent parfois un individualiste « Qu'est ce que cela me rapporte ? » ou un plus collectif « À quoi cela sert-il ? » ; j'ai envie de répondre à titre de boutade comme Stendhal à propos du dôme de Saint-Pierre de Rome : « À quoi sert-il ? à rien, à faire battre le cœur » ; mais, plus sérieusement, une association comme l'a-Ulm a deux objectifs principaux : faire rayonner la communauté normalienne en croisant les contributions de toutes les disciplines, de tous les savoirs et de toutes les expériences et renforcer la solidarité entre les élèves, les anciens élèves et les amis de l'École.

L'Association a adopté un plan d'action à trois ans qui est détaillé dans le supplément historique 2015 que vous venez de recevoir. Il vise à faire davantage connaître nos actions et à développer le nombre et la diversité des formes de contribution et d'expressions possibles. À nous de rendre nos actions plus visibles et de faire percevoir par une communication plus active et plus moderne leur utilité et leur apport



pour l'École et ses alumni. Ce numéro présente les résultats d'une enquête auprès de nos camarades, afin de mieux cerner leur rapport au bénévolat.

Plusieurs contributions de ce numéro entrelacent la notion de gratuité avec celles de bénévolat, de solidarité, de collaboration et de réciprocité. Ces valeurs trouvent de nouveaux échos et de nouvelles traductions dans nos sociétés développées qui questionnent de plus en plus les modalités, voire les finalités de leur modèle économique. Nos camarades qui écrivent dans *L'Archicube* le font eux-mêmes à titre gratuit, qu'ils en soient ici très sincèrement remerciés !

Ce dossier qui montre toute la richesse de la notion de gratuité dans sa dimension sociologique, philosophique et économique aborde aussi la question de la gratuité du service public, en particulier de l'Éducation nationale. Les services publics à la française doivent garantir une égalité d'accès, assurer leur continuité, leur mutabilité et ils ne sont gratuits, on le sait, que sous certaines conditions. Celui de l'Éducation nationale, et son rapport avec l'accès du plus grand nombre à des langues présentées parfois comme « peu utiles car mortes », le latin ou le grec, ou peu parlées, comme l'allemand, par comparaison avec l'anglais, le chinois ou l'espagnol, sont venus récemment sous les feux de la rampe dans des conditions qui ont conduit notre association à prendre position. Je veux parler du projet de réforme de ces enseignements au collège.

Le Conseil d'administration de l'a-Ulm a considéré qu'il était de son rôle de s'exprimer sur ce sujet qui n'est qu'en apparence éloigné de ses préoccupations, le mot « collègue » n'évoquant pas pour nous que le seul Collège de France. Il a élaboré et diffusé le texte que vous trouverez dans ce numéro (p. 7) et qui figure également sur notre site internet (<http://www.archicubes.ens.fr/>). Je n'en reprends pas ici le contenu mais il nous a semblé que *L'Archicube* devait aussi nous permettre de dialoguer avec vous sur les dossiers d'actualité qui touchent à l'enseignement, à ses débouchés, à l'accès du plus grand nombre à la culture et à la richesse du croisement des disciplines qui est notre conviction profonde et, en quelque sorte, la marque de l'École. Les débats que nous avons menés avec eux ont montré l'inquiétude que ces projets suscitent chez les élèves actuellement en scolarité à l'ENS.

L'a-Ulm s'est aussi exprimée parce qu'elle a trouvé qu'au lancement de ce projet de réforme il y avait peu de réactions institutionnelles, au-delà de celles des associations de professeurs concernés, et des intellectuels, scientifiques comme littéraires, qui prenaient la parole à titre individuel. Petit à petit les réactions se sont faites plus nombreuses ce qui, de nouveau, montre tout l'intérêt et la possibilité de faire éclore des dynamiques collectives, à partir de la détermination de quelques individus.

C'est le rôle de notre association de réfléchir, d'écrire, de publier mais aussi d'agir, dans une vision ouverte qui ne soit pas assimilable à la défense d'un territoire mais reflète avec force sa conviction, osons le mot décrié, humaniste !



COMMUNIQUÉ DE L'A-ULM SUR LA DÉFENSE DES LANGUES

Parce qu'aucune nation n'a d'avenir si elle méconnaît ou renie son passé, comme le montrent trop bien les dérives barbares qui, en ce moment même, appauvrissent culturellement les pays en guerre ;

Parce que la maîtrise d'une langue, y compris de la langue maternelle, passe par la connaissance solide de ses racines et aussi par la richesse du plurilinguisme, infiniment supérieur au bilinguisme de façade qui réduit la langue de Shakespeare à un espéranto technologique ;

Parce que cette exigence est la condition préalable de toute pensée accomplie et inventive, qu'elle soit artistique, littéraire ou scientifique, ainsi qu'en attestent les échanges entre linguistes, philosophes, musiciens, mathématiciens, physiciens, biologistes au cœur d'institutions comme notre École ;

Parce que le savoir se fonde sur des sciences solides, comme sont les sciences auxiliaires des latinistes et hellénistes (archéologie, épigraphie, histoire, philosophie, etc.) et non sur des « savoirs transversaux » mal maîtrisés, dont chacun sert d'alibi à l'ignorance dans un autre domaine et qui ne sauraient constituer le « socle » d'une éducation quelle qu'elle soit ;

Parce que toute formation d'excellence repose sur une culture populaire qui permet de dégager progressivement des élites dans le respect de l'égalité des chances ;

Parce que l'École de Jacqueline de Romilly, de Pierre Grimal, de Jean Giraudoux, de Claude Hagège, de Cédric Villani ne peut laisser brader l'enseignement du grec, du latin, de l'allemand non plus que le plurilinguisme ;

Parce que le savoir authentique vaut toujours mieux que la médiocrité et l'ignorance qui, elles, mènent au chaos ;

Parce qu'enfin la culture n'est pas un vilain mot mais un bien collectif, auquel chacun doit pouvoir avoir un accès ouvert et libre ;

Notre association s'élève contre le gâchis des compétences prévu par le projet de réforme du collège pour 2016, en particulier :

- la réduction au rang d'épiphénomènes ou de saupoudrage des disciplines humanistes que sont le latin et le grec, dont le caractère formateur et la richesse culturelle sont indéniables, et qui doivent continuer d'être enseignées en tant que telles par des professeurs qualifiés,
- la détérioration préjudiciable des conditions et des horaires de l'enseignement des langues vivantes étrangères autres que l'anglais par la disparition programmée des classes européennes et des sections dites bilangues.